

**Fiche argumentaire : austérité et hyper-fiscalité**

le 06/11/2013

L'hyper-fiscalité que nous connaissons aujourd'hui, qui se traduit notamment par l'augmentation des impôts sur les ménages (impôt sur le revenu et impôts locaux) et la multiplication phénoménale des taxes (84 nouvelles taxes au moins créées en deux ans par Nicolas Sarkozy et François Hollande) n'est qu'un des volets de la politique d'austérité décidée par Bruxelles et mise en œuvre docilement par les gouvernements successifs UMP et PS. Cette hyper-fiscalité qui étouffe les ménages et pèse d'un poids toujours plus lourd sur les entreprises empêche toute possibilité de reprise : les premiers voient leur pouvoir d'achat se réduire, ce qui freine la consommation ; les seconds perdent en compétitivité, licencient et n'investissent plus. Enfin, malgré cette extraordinaire poussée fiscale, l'Etat et les services publics, dont le financement est assuré par l'impôt, voient leurs moyens se réduire et leur efficacité diminuer.

- **Aux origines de l'austérité :**

L'austérité -comme politique gouvernementale- trouve ses origines dans les couloirs de la Commission européenne, laquelle considère que le mal qui frappe les économies européennes, et en particulier la France, résulterait de la dérive de leurs finances publiques. La réalité c'est que l'assainissement des finances publiques, une exigence depuis Maastricht, n'avait pour seul objectif que d'établir les conditions favorables à la mise en place d'une monnaie commune, devenue monnaie unique : l'euro. De l'origine de nos problèmes aux solutions proposées pour y remédier, tout se fait par et pour l'intérêt de cette monnaie.

L'équilibre des finances publiques, qui au départ pouvait apparaître comme un concept sain, est devenu le moyen de pression de la Commission pour influencer sur la politique intérieure des Etats. Acculés aux « réformes structurelles », qui ne sont la plupart du temps que des libéralisations de services publics ou des réductions pures et simples de dépenses publiques, les Etats, inaptes selon la Commission à appliquer ses recommandations, sont de Traité en Traité progressivement dépouillés de leur souveraineté législative, monétaire et aujourd'hui budgétaire.

La dernière étape de ce processus, activé dans le dos des peuples et parfois directement contre leur sentence (cf. référendum 2005), est le Pacte budgétaire (ou TSCG) adopté en 2012 et transférant la souveraineté budgétaire du Parlement à la Commission européenne. Celle-ci, dont l'avis sera désormais contraignant pourra donc modifier le budget national d'un Etat selon des critères et des objectifs qui lui sont propres et non-approuvés par les peuples ou leurs représentants. (Sur le budget 2014, le premier soumis aux règles du Pacte budgétaire, la Commission rendra son avis le 15 novembre prochain).

Les objectifs de l'austérité sont clairs : d'abord sauver l'euro, l'instrument des banques et de la grande finance, façonner ensuite les Etats européens aux exigences d'un nouvel ordre, en leur ôtant tout pouvoir économique et politique. L'ensemble des structures étatiques nationales devant à terme se fondre dans une Union Européenne fédérale où la Commission serait dotée de l'essentiel des pouvoirs.

- **La réponse fiscale :**

L'austérité se traduit très concrètement de deux façons :

- par la réduction des dépenses publiques, aussi bien celles de l'Etat (Défense, Hôpitaux, Justice, Recherche, Agriculture, etc.), que des budgets sociaux (Retraites, Santé, Famille) ;

- **par l'augmentation de la fiscalité.**

Depuis Nicolas Sarkozy, le nombre de taxes créées a explosé, et les impôts connaissent une inflation

formidable, notamment suite au gel du barème de l'impôt sur le revenu en 2011 (UMP), 2012 et 2013 (PS).

Parmi les dernières mesures décidées par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, et envisagées en son temps par l'UMP, figurent la hausse de la TVA et le rachat d'un nombre important de niches fiscales à vocation sociale telles que la suppression de la réduction d'impôt pour les enfants scolarisés ou bien encore la fiscalisation de la majoration des pensions de retraite...

Jamais, depuis les années 60, le taux de prélèvement obligatoire n'aura été aussi élevé dans notre pays : 46,3% du PIB en 2013 et 46,5% en 2014. Dans le même temps, jamais les services publics n'auront autant reculé.

L'argent récolté sert donc à financer la dette abyssale creusée par l'euro, à la fois directement (plans de renflouement) et indirectement (contre-performances économiques : problèmes de compétitivité, désindustrialisation, déficit commercial, chômage, etc) ; ainsi que l'ensemble de la mauvaise dépense publique : immigration, UE, dérives des collectivités territoriales, fraude sociale et fiscale, etc.

L'écotaxe : une coproduction symbole de l'austérité à l'UMPS

La politique d'austérité exigée par Bruxelles et appliquée docilement par les gouvernements UMP et PS, qui comme on l'a vu se traduit à la fois par un recul de l'Etat et par l'augmentation de la fiscalité, s'illustre parfaitement avec l'écotaxe.

Qu'est-ce que l'écotaxe ?

Décidée par Nicolas Sarkozy lors du Grenelle de l'environnement, il s'agit d'une taxe prélevée sur les poids lourds (+ de 3,5 tonnes) circulant sur les routes françaises. Son montant moyen, sur les itinéraires payants, sera de 13 centimes par kilomètre.

Comment et par qui est-elle prélevée ?

Un système de péages sans barrière (portiques et bornes) a été mis en place sur l'ensemble du réseau routier concerné. Les transporteurs ont quant à eux l'obligation d'équiper leurs véhicules de boîtiers GPS ; la facturation est ainsi automatique.

C'est la société Ecomouv qui a été chargée par l'Etat de mettre en place et d'assurer le fonctionnement de ce dispositif. **Rompant avec un principe républicain de base, l'Etat a donc délégué la perception d'un impôt à une société privée, qui plus est étrangère.**

A qui profite-t-elle ?

L'écotaxe devrait, si elle est mise en œuvre, rapporter 1,17 milliards d'euros par an, répartis entre l'Etat (760 millions d'euros), les collectivités (160 millions), et la société Ecomouv (250 millions d'euros, soit plus de 20% des recettes !)

Actualité :

Suite au mouvement initié par les « bonnets rouges » en Bretagne, le gouvernement a annoncé la suspension de l'écotaxe (officiellement parce qu'une annulation lui coûterait contractuellement 1 milliard d'euros...). Le Front National demande quant à lui la suppression de l'écotaxe et la dénonciation du contrat qui lie l'Etat à la société Ecomouv.

- **Les solutions du Front National contre l'austérité :**

L'austérité (et l'hyper-fiscalité qui en découle) n'est pas une fatalité. **Il faut pour cela relancer la machine économique et sociale**, ce qui suppose de sortir d'un modèle qui ne produit plus de croissance, donc de richesse. **Or on ne partage pas de richesse quand on ne parvient pas à en créer.**

Relancer la machine économique suppose donc de sortir du carcan ultralibéral imposé par Bruxelles. Il faut retrouver un État stratège qui puisse légalement intervenir dans l'économie, pratiquer un protectionnisme intelligent à nos frontières face à la concurrence internationale déloyale, et utiliser l'arme monétaire pour redonner un souffle de compétitivité à nos entreprises.

De même, il convient de réaliser enfin les vraies économies sur l'ensemble de la mauvaise dépense publique (cf. deuxième partie).

Auteur : Joffrey Bollée